Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-sort-de-l-indice-CAC-40

9 décembre 2015

EDF sort de l'indice CAC 40

Peut-être un symbole au cœur de cette COP 21 ? L'organisme Euronext a décidé ce lundi 9 décembre de sortir le titre EDF de l'indice boursier parisien CAC 40 à compter du 21 décembre 2015.



Les investisseurs fuient l'atome

Le titre qui était un des symboles phares des entreprises du CAC 40 depuis son entrée en bourse a été fortement malmené avec une valeur chutant de plus de 40% au cours de l'année 2015.
Si Euronext et l'entreprise justifient cette mesure par le fait que l'État détient encore près de 85 % de son capital et que le volume des titres échangeables n'est pas suffisant pour représenter une part de

cet indice de santé pour l'économie française, il faut pourtant se tourner vers d'autres motifs pour expliquer les raisons de la chute du prix du titre.

Le Figaro y voit notamment une défiance des investisseurs face à la production d'électricité nucléaire, principale branche d'activité du groupe EDF :

> Le géant français est malmené par des marchés qui ont plusieurs motifs d'inquiétude. Entre les prises de positions politiques contre le nucléaire, les difficultés d'Areva et l'envolée des coûts du réacteur EPR - dont le prototype de Flamanville 3 accuse plusieurs années de retard -, le doute n'a jamais été si important sur l'avenir de l'atome civil.

Les 3 réacteurs EPR en construction par l'entreprise en Finlande, en France (chantiers avancés mais très en retard) et au Royaume-Uni (travaux préliminaires à l'arrêt) amplifient largement les craintes des investisseurs. En effet, les coûts et les délais ont explosé, tout particulièrement sur le chantier de Flamanville où le budget est passé de 3 à plus de 10 milliards d'euros et sa mise en service reportée de 2012 à 2018 !

Après le fiasco de Superphénix qui a coûté l'équivalent actuel de 12 milliards d'euros aux contribuables, les grands projets de l'industrie nucléaire viennent à nouveau plomber l'économie nationale.

La sortie d'EDF de l'indice CAC 40 est à rapprocher d'une logique globale de forte baisse des investissements dans l'industrie nucléaire au profit des secteurs des énergies renouvelables, à l'avenir beaucoup plus prometteur que nous avons souligné dans notre dernière infographie :



Le rachat récent de la branche réacteurs d'Areva, ce prétendu "fleuron industriel" français désormais en quasi-faillite, implique également de nombreuses incertitudes sur l'avenir de l'opérateur historique français.

Et cela, alors même qu'EDF prévoie l'opération "grand carénage" qui vise à rafistoler tous les réacteurs français en vue de repousser leur durée de vie à 60 ans voire plus ! Un projet dangereux, ultra-coûteux et industriellement irréaliste, que nous avons dénoncé lors de notre campagne "Stop au rafistolage !". À la clé ? Un risque démultiplié de catastrophe nucléaire.

Si EDF persiste dans cette voie, la facture sera très salée et nous serions condamnés à 30 années supplémentaires de nucléocratie, alors que la tendance énergétique mondiale se tourne visiblement du côté des renouvelables.

La France peut-elle se permettre de fermer les yeux sur ce tournant énergétique global qui serait pourtant capable de créer, rien qu'en France, des centaines de milliers d'emplois, tout en rapprochant ceux-ci des lieux de consommation, permettant de densifier les bassins d'emploi sur tout le territoire ?

Dans sa dernière publicité TV, EDF tente de reverdir son image en proposant un contrat d'électricité d'origine 100% renouvelable pour les professionnels et les particuliers.



Cet abrutissant spot dans lequel l'humoriste bien connu Éric Judor véhicule des clichés à la limite du respect pour la communauté chinoise soulève quelques questions sur l'avenir d'EDF :

- Les profits sur ces nouveaux abonnements "verts" seront-ils réinvestis dans l'industrie nucléaire en faillite au détriment du développement des énergies renouvelables ?
- EDF va-t-elle enfin comprendre qu'il est temps d'abandonner l'énergie nucléaire en France au profit d'une politique d'efficacité énergétique et d'investissements dans de nouveaux modes de production ?
- Ne serait-il pas plus judicieux pour l'État de lancer un nouveau **service public de l'énergie d'origine 100% renouvelable** afin d'éviter le gouffre financier et la possibilité d'un accident radiologique comme perspectives ?